CHRONOLOGIE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE LIÉE À LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19

Document Groupe-revue Jaggernaut

De manière générale, la crise économique mondiale liée à la pandémie du Covid-19 n'apparaît pas dans le ciel serein d'un capitalisme bien portant. En s'établissant à 2,4% en 2019, sa pire performance depuis la crise financière de 2008, la croissance mondiale a ainsi ralenti dans 90 % de l'économie mondiale (autant dans les économies avancées, que celles émergentes). le Fonds monétaire international a fini par inventer l'expression de « ralentissement synchronisé » pour décrire la conjoncture économique mondiale avant même la crise liée à la pandémie. « Dans les faits remarque un autre observateur, le coronavirus n'a fait qu'accentuer une tendance déjà à l'œuvre. […] Les entreprises de transport maritime ont réduit leur capacité depuis environ août 2018 sur la plupart des voies commerciales »[1]. Ce ralentissement s'est fait dans la poursuite de l'endettement généralisé des pays émergents comme « avancés », sur le plan des dettes des entreprises, des ménages et des Etats, sur fond de politiques monétaires menées par les banques centrales qui n'ont pu faire autre chose que de poursuivre les « politiques dysfonctionnelles » depuis 2008. On peut aussi remarquer, qu'à l'époque du SRAS (2003), le PIB chinois représentait 4 % du PIB mondial en dollars et prix courants et était à la sixième place mondiale derrière la France, il pèse en 2019 16 %. De cinquième exportateur mondial, la Chine est devenue le premier et elle est également le premier importateur mondial et absorbe le quart des exportations mondiales.

1 décembre 2019 : Discours de cadrage de la politique monétaire de la banque centrale chinoise (à ce jour, ce qui sera bientôt la réponse économique chinoise à la crise économique liée au covid-19, restera dans ce cadre).Voir ici.

8 décembre 2019 : Début de l'épidémie en Chine à partir d'une contamination à Wuhan sur un marché d'animaux sauvages.

11 janvier 2020 : Premier mort à Wuhan

20 janvier : Xi Jinping, président chinois, décrète la « guerre contre le démon ».

23 janvier 2020 : Wuhan, épicentre de l'épidémie, est placée en quarantaine. Le délai de deux jours entre l'annonce de l'isolement de Wuhan et la mise en œuvre effective de cette demande, en faisant fuir près de 5 millions de personnes à la veille des vacances de Nouvel An, a contribué à la diffusion de l'épidémie aux provinces chinoises et au-delà. Wuhan, la « Detroit chinoise », qui accueille entre autres Renault, PSA, Nissan, Smart, Valéo, produit autant d'automobiles que la France. Sur le court terme, l'impact de la crise sur ce secteur sera limité car les ventes d'automobiles en Chine diminuaient depuis plusieurs mois, ce qui laisse encore le temps d'écouler les stocks. Par contre, cela implique l'arrêt des sous-traitants. Wuhan est aussi surnommée la « vallée de l'optique » » - un quart des fibres produites dans le monde y sont fabriquées. Enfin, c'est un pôle majeur de l'électronique mondiale, on y fabrique toutes sortes d'écrans et on y construit une fonderie de silicium appelé à jouer un rôle important dans le programme Made in China 2025.

Jeudi 30 janvier : Repli mondial des bourses.

1 Richard Hiault, « Coronavirus : le commerce mondial s'effondre », *Les Echos*, 6 mars 2020.

VISIT…

LANZAROTE Caliente.com

Fin janvier : Mise en quarantaine de la province du Hubei (50 millions de personnes, 4 % du PIB de la Chine) et mise à l'arrêt d'importants secteurs de l'économie chinoise. Cette province est le carrefour ferroviaire le plus important de Chine. La suspension de l'activité de transit a un impact majeur sur toutes les provinces. De plus Vingt-quatre provinces chinoises ont décidé d'allonger les congés du Nouvel An jusqu'au 9 février inclus. Ensemble, elles représentent 80 % du PIB chinois et 90 % des exportations du pays.

31 janvier 2020 :

- Les vacances du Nouvel an chinois (le 25 janvier cette année) sont prolongées. L'économie chinoise ralentit fortement à partir de la fin janvier et pendant tout le mois de février. Voir ces données ici (nombreuses cartes et statistiques). Quatorze provinces et villes, qui assuraient 78 % des exportations en décembre 2019, ont annoncé que la reprise de l'activité industrielle prévue en général pour le 3 février ne se ferait pas avant le 17 février dans les provinces les moins touchées, soit au minimum deux semaines d'arrêt.
- L'OMS classe l'épidémie de covid-19 comme « urgence de santé publique de portée internationale ».

Dimanche 2 février :

- La ville chinoise de Wenzhou (9 millions d'habitants) est mise en quarantaine. Les habitants n'ont plus le droit de sortir de chez eux, à l'exception d'un membre de chaque famille tous les deux jours, pour se ravitailler.
- 1er mort du covid-19 hors de Chine, aux Philippines.

Lundi 3 février :

- La banque centrale chinoise injecte 157 milliards d'euros de liquidités et les autorités de régulation demandent aux banques de diminuer leurs taux ou de renouveler les prêts aux entreprises mises en difficulté.
- Réouverture après 10 jours de fermeture des bourses de Shanghai et de Shenzhen. La bourse de Shanghai dévisse de 7,7%. La firme taïwanaise Foxconn, un sous-traitant électronique majeur, annonce qu'il ferme toutes ses usines en Chine jusqu'à la mi-février. Toutes les chaînes de l'approvisionnement usinier sont impactées. L'indice boursier de Foxconn perd 10%. Toute l'économie mondialisée se trouve organisée en lean management (flux tendu), dont le « zéro stock » est l'un des piliers.

Mi-février 2020 : Pic de l'épidémie en Chine. Renforcement du confinement des 11 millions d'habitants de Wuhan (interdiction totale de sortir des logements et fermeture des supermarchés)

15 février 2020 : l'Agence internationale de l'énergie annonce que la demande mondiale pourrait diminuer de 425 000 barils par jour. Dans un contexte baissier depuis 2016 sur le pétrole et plusieurs matières premières (l'économie mondiale est entrée en ralentissement synchronisé à partir de l'été 2018), le ralentissement accéléré de l'activité chinoise en janvier 2020 affecte également le cours des matières premières, avec une baisse des prix du pétrole de 15 % enregistrée en janvier.

Lundi 2 mars 2020 : au matin, le Brent se place autour des 51 dollars (46 euros) le baril. Une véritable chute libre pour le brut, qui a perdu plus de 25 % de sa valeur depuis début janvier, et se retrouve à son plus bas niveau depuis quatorze mois.

Mardi 3 mars 2020 : La FED baisse d'un demi-point ses taux directeurs.

Jeudi 5 mars 2020 :

- 5-8 mars : Réunion des membres de l'OPEP+ à Vienne, où ils s'entendent pour réduire leur production de 1,5 million de barils par jour pendant le second quart de l'année. Le prix du pétrole diminue de 10 % dans les jours qui suivent l'annonce. La Russie le lendemain refuse cette réduction, ce qui entraîne l'éclatement de l'OPEP+, entente mise en œuvre depuis 2016 afin de réduire l'offre de pétrole afin de faire remonter les prix.
- Première mouture du plan de relance économique chinois. Les autorités ont assuré qu'il n'était pas question d'opter pour un grand plan de relance comme dans les années qui ont suivi la crise financière des années 2008-9 (voir le cadrage de la politique monétaire de la banque centrale chinoise le 1er décembre 2019). Le plan prévoit une baisse de 2.000 milliards de yuans (environ 260 milliards d'euros) des impôts et des charges sociales sur les entreprises ; des facilitations sur les prêts : les prêts aux très petites entreprises par les banques du secteur public seront accrus de plus de 30% ; la TVA va baisser de trois points, de 16% à 13% pour les produits industriels et de 10% à 9% pour des secteurs tels que les transports et le bâtiment ; une hausse des dépenses publiques dans les infrastructures Au total, le budget de l'État pour 2019 se traduit par une légère hausse de 0,2 point du déficit budgétaire, à 2,8% du PIB contre 2,6% l'année dernière. Les collectivités locales vont bénéficier d'une hausse des obligations spéciales qu'elles sont autorisées à émettre pour un total de 2.150 milliards de yuans (282 milliards d'euros), soit une augmentation de plus de 100 milliards d'euros.

8 mars 2020 : Echec des négociations à Vienne en Autriche entre l'OPEP et ses alliés (l'OPEP+ créée en 2016) sur les quotas de production de l'OPEP et de la Russie. L'Arabie saoudite réduit le prix de son pétrole brut et annonce vouloir augmenter sa production pétrolière en avril, ce qui provoque une baisse mondiale du prix du baril de pétrole.

Lundi 9 mars 2020 : Première journée de krach boursier mondial. Le CAC 40 à Paris plonge de 8,39% ; Le Dax de la Bourse de Francfort plonge de son côté de 8 % (pire séance depuis 2001) et le FTSE-100 à Londres dégringole également de 8 %

Mardi 10 mars : début du confinement en Italie.

Mercredi 11 mars 2020 : L'OMS déclare que l'épidémie de Covid-19 est désormais une pandémie.

Jeudi 12 mars 2020 :

- Seconde journée de krach boursier. Le CAC 40 clôture alors avec des pertes de 12,28 %, aux Etats-Unis les indices rebondissent après les annonces de la FED. le Dow Jones, qui a chuté de plus de 9% en séance, était en repli de 4,71%, pendant que le Nasdaq, à forte coloration technologique, perdait 4,45%.
- Krach du bitcoin (-38%), les 12 et 13 mars, en corrélation avec les marchés financiers traditionnels. Le bitcoin fut lancé le 3 janvier 2009, durant la précédente grande crise financière. Ce que l'on observe lors de ce krach, c'est qu'alors que son lien avec les actions américaines était auparavant nul – le bitcoin avait tendance à évoluer en sens inverse de Wall Street -, cette fois ci le bitcoin a une forte corrélation positive avec les actions américaines, il ne devient pas « un actif refuge ». Durant le krach, les plate-formes des marchés des cryptomonnaies, ont reçu un afflux record de bitcoins, neuf fois supérieur à la moyenne quotidienne, et cet afflux historique n'a pas trouvé de contrepartie. Entre le 9 et 16 mars, 70% des bitcoins envoyés vers les bourses provenaient de portefeuilles détenant de 10 à 1000 bitcoins et 10% de portefeuilles de plus de 1000 bitcoins. Entre le 12 et le 27 mars, le bitcoin va regagné 25%.

- Discours de Christine Lagarde, présidente de la BCE, qui n'annonce pas de baisse des taux, déception des marchés boursiers.
- La FED aux Etats-Unis annonce injecter 1 500 milliards de dollar de plus sur le marché monétaire cette semaine (et 1000 milliards par semaine jusqu'au 13 avril). Cela se fera en trois opérations de 500 milliards de dollars chacune sur le marché monétaire. Dès ce jeudi 12 mars, la FED offre 500 milliards de dollars à échéance de trois mois. Le lendemain, vendredi 13 mars, la FED offre 500 milliards à trois mois et 500 milliards à un mois. La FED annonce aussi qu'elle injectera chaque semaine 500 milliards à trois mois et 500 milliards à un mois jusqu'au 13 avril. Ces «repo», des prêts court termes garantis par des actifs, permettront de relâcher la pression sur les financements interbancaires. La banque centrale va également intensifier ses achats de dette d'Etat américaine, pour compenser le manque de liquidité sur certaines maturités. La FED injecte ainsi 175 milliards $ quotidiennement jusqu'au 13 avril

Vendredi 13 mars : Pékin décide d'injecter environ 70 milliards d'euros dans son économie, la banque centrale chinoise abaisse lundi le ratio de réserve obligatoire des banques dans une proportion d'un demi-point à un point de pourcentage. L'organisme espère ainsi inciter les banques commerciales à prêter davantage aux entreprises pour soutenir l'économie réelle, en particulier les petites et moyennes entreprises..

13-20 mars 2020 : 1,2 million de Franciliens quittent l'Ile-de-France (ils représentent 17% de la population de l'IDF).

14-21 mars : Première semaine de confinement aux Etats-Unis. Durant cette semaine, 3,283 millions d'Américains se sont inscrits au chômage. Une hausse de 3 millions d'inscriptions au chômage supplémentaires par rapport à la semaine précédente, qui avait enregistré 282 000 nouvelles demandes, selon les chiffres du bureau du travail

Lundi 16 mars 2020 :

- Troisième journée de krach financier mondial : En Asie, les pertes ont été recensées partout : Hongkong, Shanghai, Shenzhen ou Tokyo. Après les pertes historiques de la semaine dernière, la Bourse australienne a ouvert la semaine par une chute inédite de 9,7 %. L'Europe a suivi, avec des pertes de 5,75 % pour la Bourse de Paris, de 4,71 % pour celle de Londres et de 5,31 % pour celle de Francfort. Les Bourses des pays du Golfe, très dépendants du secteur de l'énergie, se sont également effondrées – à l'exception de celle du Qatar – emportées par la chute des prix du pétrole. Aux Etats-Unis, Wall Street a encaissé une des pires séances de son histoire. Son indice vedette, le Dow Jones, s'est effondré de 12,93 %, sa plus lourde chute depuis 1987.
- La FED (banque centrale américaine) annonce qu'elle baisse d'un point supplémentaire ses taux directeurs (voir 3 mars), qui seront désormais compris entre 0 % et 0,25 %. La Fed offre désormais de l'argent gratuit comme elle l'avait fait dans la foulée de 2008. La chute de ces taux directeurs est considérable, comparée aux 2,5 %-2,25 % atteints en décembre 2018. Ensuite, elle va racheter massivement de la dette bancaire, d'entreprise et immobilière, pour un montant d'au moins 700 milliards de dollars (626 milliards d'euros).
- Annonce de la FED d'une opération coordonnée dans les jours qui viennent avec cinq autres banques centrales – union monétaire européenne, Canada, Japon, Royaume-Uni, Suisse.
- Début du confinement en France.
- Le gouvernement français annonce une garantie de 300 milliards d'euros sur tous les prêts bancaires accordés aux entreprises (cette mesure sert à soutenir les trésoreries des entreprises).

- Le Brésil annonce un plan d’aide économique de 26 milliards d’euros (il sera bientôt porté à 35 milliards d’euros).

16-27 mars 2020 : Entre 80-90% des chantiers de BTP sont mis en l’arrêt en France.

Mercredi 18 mars 2020 :

- La Banque Centrale Européenne (BCE) annonce un plan d'urgence sans précédent de 750 milliards d'euros, pour soulager les Etats et les taux d'intérêt et s'est donnée la possibilité d'acheter sans limite des obligations d'Etats. Concrètement, la BCE procédera au cours de l'année 2020 à un programme d'achats de titres financiers pour soutenir la demande sur le marché et éviter la dépréciation de ces mêmes titres dans le bilan comptable des banques systémiques.
- Castaner, ministre de l’intérieur français dans un courrier aux préfets, enjoint de poursuivre les chantiers de BTP (le patronat refuse).

Jeudi 19 mars :

- La Banque Centrale Australienne abaisse ses taux à un niveau record de 0,25 % alors que la pandémie mondiale de COVID-19 menace de déclencher la première récession dans ce pays depuis 29 ans.

- La roupie indonésienne chute de plus de 4,5 % par rapport au dollar, la banque centrale ayant baissé ses taux d'intérêt à 4,5 % contre 4,75 % précédemment et laissé entrevoir un nouvel assouplissement face à la crise[22].

- La Banque d'Angleterre procède à une nouvelle baisse surprise de son taux d'intérêt, le réduisant de 0,15 point de pourcentage à 0,1 %, un plus bas historique, pour contrer le choc économique attendu de la pandémie de coronavirus, l’institution décide également d’augmenter son programme de rachat d’actifs de 200 milliards de livres (216 milliards d’euros environ) pour le porter à 645 milliards.

- L'indicateur allemand IFO montre que le moral économique des entrepreneurs allemands tombe au plus bas depuis 2009. L'indicateur IFO, basé sur un sondage mensuel effectué auprès de 9 000 entreprises allemandes, et qui donne un avant-goût de l'activité économique, ressort à 87,7 points, et perd 8,3 points sur un mois, sa plus forte chute depuis 1991

Vendredi 20 mars

- La Commission européenne, par la voix de Ursula von der Leyen, annonce la suspension du « Pacte de stabilité et de croissance », c’est-à-dire des règles de discipline budgétaire imposées aux Etats qui partagent l'euro. Désormais, la « lutte contre la récession » pourra se faire à travers les Etats, sans plus avoir à respecter la limite de 3 % du PIB pour le déficit public et 60 % du PIB pour la dette. La mesure est inédite et n'a jamais même été envisagée durant la crise financière de 2008 puis lors de celle de la crise de la dette de la zone euro en 2011.

Lundi 23 mars 2020 :

- « Appel à un cessez-le-feu immédiat partout dans le monde » du secrétaire général de l’ONU Antonio Gutterez (plusieurs cessez-le-feu auront lieu aux Philippines, Cameroun, Yémen, Syrie, etc.)

Mardi 24 mars : Du début de la crise au 24 mars, 70 notations d’entreprises multinationales ont fait l’objet d’une action négative (dégradations de note, abaissement de perspective, mise sous surveillance) de la part de l’agence de notation *Fitch* en France en raison de la pandémie. Le coronavirus a poussé *S&P Global Ratings* a procéder à des révisions

défavorables au niveau mondial pour 336 firmes multinationales et à 54 pour la région Europe-Afrique-Moyen-Orient à la date du 24 mars. Ces entreprises tombent généralement de la catégorie de « bons élèves » à celle d’emprunteurs à risque (on parle des « anges déchus »). Les indices obligataires qui guident les flux d’investissement font une nette distinction entre les deux catégories de notes. Les gérants de fonds positionnés sur la dette de bonne qualité sont souvent obligés de vendre les titres (marchandises d’ordre 2) qui ont été dégradés en catégorie spéculative.

Mercredi 25 mars 2020 :

- Adresse d’une lettre au président du Conseil européen par la France, Espagne, Portugal, Italie et Irlande pour réclamer la mise en œuvre de « corona-bonds » (des obligations européennes). Refus des Pays-Bas, Allemagne, Finlande.
- Levée de la quarantaine au Hubei
- Le Sénat américain vote 2000 milliards de $ d’aide à l’économie, dont 250 millions de $ à une nouvelle assurance chômage fédérale (les livreurs de plate-forme y ont droit ; si un salarié est licencié il reçoit 600 $ par semaine versé par l’Etat fédéral et reçoit en plus entre 200 et 550 $ par semaine par les Etats fédérés). Le Trésor américain débloque 500 milliards $ pour donner immédiatement du pouvoir d’achat aux ménages : les ménages vont recevoir dans les 3 semaines un chèque de 1200 $ par personne et 500 $ par enfant. De plus, plus de 350 milliards de dollars vont être utilisés pour des aider les petites entreprises américaines sous la forme de prêts ainsi que 62 milliards de dollars réservé aux entreprises du secteur aérien sous la forme de dons pour 30 milliards de dollars et sous la forme de prêt pour les 30 milliards restant. Le 27 mars, la Chambre des Représentants vote le plan. Avec de telles mesures, les bourses américaines ne vont pas décrochées dans les jours suivants : le 26 mars le Dow Jones bondi le 6,38%.
- Le gouvernement du Canada adopte un plan d'aide économique de 82 milliards CA$.
- Le Parlement allemand vote un plan de relance exceptionnel de 1 100 milliards d'euros pour faire face à la crise. Le volume de ce programme, qui représente près d'un tiers de la richesse totale produite par le pays en un an, est «*sans précédent pour l'Allemagne depuis la deuxième guerre mondiale*», selon les mots ministre des Finances et vice-chancelier Olaf Scholz. D'une part, la création d'un fonds de secours pour les grandes entreprises (exportatrices, etc.), doté de jusqu'à 600 milliards d'euros, dont 400 milliards d'euros de garanties pour les dettes des entreprises, 100 milliards pour les prêts ou les prises de participation dans les entreprises (on parle de semi-nationalisations, par exemple de la compagnie aérienne Lufthansa, etc.) et 100 milliards pour soutenir la banque d'investissement publique KfW. Une augmentation de 357 milliards d'euros de la puissance de feu de KfW, qui pourra, elle, à l'avenir garantir quelque 822 milliards d'euros de prêts. Et une rallonge budgétaire fédérale de plus de 100 milliards d'euros environ pour cette année, pour différentes mesures d'aides, notamment à l'attention des petites entreprises ou des salariés. L’Etat allemand va contracter des dettes cette année, à hauteur de quelque 156 milliards d'euros, et ainsi la règle constitutionnelle du « *frein à l'endettement* » mise en place en 2011 (déficit public pouvant aller jusqu'à 0,35% du PIB). report de paiement des loyers ou un assouplissement du recours au chômage partiel qui devrait toucher plus de deux millions de personnes, soit largement plus que les 1,4 million lors de la crise de 2008. 10 milliards d’euros pour les hôpitaux.

Mardi 24 et mercredi 25 mars 2020 : les bourses mondiales « reprennent des couleurs » avec de très fortes hausses. La Bourse de Tokyo gagne plus de 8% tout comme la Bourse de Paris, cette dernière regagnant plus de 4% le lendemain. Aux Etats-Unis, la Bourse de

Wall Street connait sa plus forte hausse journalière depuis 2008, et même depuis 1933 pour le Dow Jones avec une hausse de 11,37%

Jeudi 26 mars 2020 :

- Le G20 suite à une conférence téléphonique annonce 5000 milliards de $ de politique budgétaire et autres mesures économiques et systèmes de garantie ciblés.
- Sommet des 27 pays européens par visioconférence.
- Doublement du plan d'aide italien aux entreprises et aux ménages porté à 50 milliards d'euros. Grâce à la suspension du Pacte de stabilité, il sera financé par la hausse du déficit public.
- Au Brésil, la Chambre des députés, prévoit d'octroyer un « *coronachèque* » de 600 reais aux travailleurs du secteur informel, durant trois mois d'affilée.
- L'agence de notation *Moody's* place sous perspective négative les secteurs bancaires français, belge, néerlandais, italien, espagnol et danois.

Vendredi 27 mars 2020 :

- La Banque Centrale Indienne ou Reserve Bank of India (RBI) a abaissé son taux directeur de 5,15 % à 4,4 % pour faire face à la crise. Elle a également baissé le ratio de liquidités obligatoires des banques commerciales à 3 % au lieu de 4 % précédemment.
- Pour la troisième fois en moins d'un mois, la Banque Centrale du Canada abaisse son taux directeur de 0,75 % à 0,25 %. Il avait déjà été abaissé de 1,75 % à 1,25 % le 4 mars 2020 et de 1,25 % à 0,75 % le 13 mars 2020
- 135 000 entreprises françaises ont fait la demande d' « activité partielle » (chômage partiel) pour un total de 1,6 million de salariés. Le gouvernement français comme de nombreux pays européens se tournent ainsi vers la solution allemande mise en œuvre en 2008.
- Les mesures étatiques de financement du chômage partiel en Europe : Plusieurs Etats annoncent qu'ils paieront les salariés si les entreprises renoncent à licencier. Le Royaume-Uni, l'Etat va garantir 80% du salaire, au Pays-Bas, l'Etat va garantir 90% du salaire, en Belgique, c'est 70% augmenté d'une indemnité de 6 euros par jour, en Espagne l'Etat 70% du salaire également (vendredi 27 mars, l'Etat espagnol va même jusqu'à interdire les licenciements) et au 27 mars 200 000 entreprises ont demandé ces mesures d'aide au chômage partiel pour un total de 1,5 million de travailleurs, au Danemark, l'Etat prend en charge 75% du salaire dans une limite de 3000 euros, en Allemagne, entre 60 et 67% du salaire, en Autriche entre 80 et 90%. L'Allemagne avec 4 millions de travailleurs indépendants et 3 millions d'entreprises de moins de 10 salariés, débloque un enveloppe de 50 milliards d'euros d'aides directes
- L'Espagne annonce interdire les licenciements pendant la pandémie.
- La Directrice Générale du FMI Kristalina Gueorguieva annonce que l'économie mondiale entre officiellement en récession.

1er avril 2020 : Entrée en vigueur du plan d'aide italien aux entreprises et ménages (mesure de chômage partiel pour 6 mois, hausse des indemnités de chômage pour les salariés en CDD, suspension du code des marchés publics afin de relancer les chantiers publics, la caisse des dépôts garantie aux PME et PMI les liquidité nécessaires en leur octroyant directement les aides aux entreprises).

C. 28 mars 2020

Chronologie in progress…